

# **ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION**

**INFRASTRUCTURE QUÉBEC**  
FÉVRIER 2013

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014**

**INFRASTRUCTURE QUÉBEC**

**Demandes de renseignements généraux de l'Opposition Officielle adressées à tous les ministères et organismes gouvernementaux**

#	Demandes de renseignements généraux		
1	<p>La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.</li></ul>		
2	<p>L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les coûts reliés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage, logo, site internet, pancarte, courrier, enveloppes, entêtes, cartes d'affaires etc.);</li><li>- les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication;</li><li>- les coûts reliés à la suppression ou l'ajout de toute information</li><li>- les coûts reliés aux photos officielles; et</li><li>- tout autre coût le cas échéant.</li></ul>		
3	<p>Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2012-2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les endroits et dates du départ et du retour;</li><li>- une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées;</li><li>- le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;</li><li>- les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;</li><li>- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;</li><li>- la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant;</li><li>- les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage;</li><li>- la copie des rapports de mission;</li><li>- les investissements annoncés, le cas échéant.</li></ul>		
4	<p>Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</li><li>- les coûts ventilés;</li><li>- le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;</li><li>- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.</li></ul>		

#	Demandes de renseignements généraux		
5	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;</li> <li>- le nom des firmes de publicité retenues;</li> <li>- le nom des fournisseurs;</li> <li>- le mode d'octroi de chaque contrat;</li> <li>- le but visé par chaque dépense;</li> <li>- pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;</li> <li>- le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.</li> </ul>		
6	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;</li> <li>- le but visé par chaque dépense;</li> <li>- s'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et/ou suppléments; la date; le mode d'octroi.</li> </ul> <p><b>PLQ:</b> le nombre d'événements ventilé par type d'événements.</p>		
7	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisés par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;</li> <li>- le but visé par chaque dépense;</li> </ul> <p><u>Organisés par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;</li> <li>- le nom de la ou des firmes de publicité;</li> <li>- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>- le nom des fournisseurs;</li> <li>- le but visé par chaque dépense;</li> </ul>		

#	Demandes de renseignements généraux		
8	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li> <li>- le détail des travaux ou services effectués (but visé);</li> <li>- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</li> <li>- l'échéancier;</li> <li>- le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li> </ul>		
9	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nombre d'autorisations;</li> <li>- le nom du professionnel ou de la firme touché(e);</li> <li>- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;</li> <li>- le montant accordé;</li> <li>- les motifs de la demande;</li> <li>- tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.</li> </ul>		
10	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel depuis le 31 août 2012 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li> <li>- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;</li> <li>- le mandat et le résultat (rapport ou document final);</li> <li>- le coût;</li> <li>- l'échéancier;</li> <li>- dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li> </ul>		
11	<p>Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.</p>		
12	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom du projet;</li> <li>- la nature du projet;</li> <li>- l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);</li> <li>- le coût initial prévu pour la réalisation du projet;</li> <li>- les plus récentes estimations du coût du projet;</li> </ul> <p style="text-align: right;"><i>(suite page suivante)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;</li> </ul>		

#	Demandes de renseignements généraux		
	<ul style="list-style-type: none"><li>- l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;</li><li>- les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</li><li>- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.</li></ul>		
13	<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la photocopie;</li><li>- le mobilier de bureau;</li><li>- l'ameublement;</li><li>- le remboursement des frais de transport;</li><li>- le remboursement des frais d'hébergement;</li><li>- le remboursement des frais de repas;</li><li>- le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;</li><li>- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.</li></ul> <p><b>PLQ:</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les distributeurs d'eau de source;</li><li>- location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles;</li><li>- location et entretien de la machine à café;</li><li>- location ou achat d'encadrement;</li></ul>		
14	<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013, de chacune des dépenses suivantes reliées à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;</li><li>- le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);</li><li>- le nombre de téléavertisseurs utilisés;</li><li>- les coûts d'acquisition des appareils;</li><li>- le coût d'utilisation des appareils;</li><li>- le nom des fournisseurs;</li><li>- le coût des contrats téléphoniques;</li><li>- le nombre de minutes utilisées.</li></ul> <p><b>PLQ :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les coûts de résiliation;</li><li>- les ordinateurs portables.</li></ul>		

#	Demandes de renseignements généraux		
15	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); <b>35 ans et plus;</b></li><li>b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); <b>35 ans et moins;</b></li><li>c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;</li><li>d) le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;</li><li>e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires;</li><li>f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;</li><li>g) le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;</li><li>h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;</li><li>i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation;</li><li>j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions);</li><li>k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;</li><li>l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;</li><li>m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions);</li><li>n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.</li></ul>		
16	Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :		

#	Demandes de renseignements généraux		
	<p>a- Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 (<b>PLQ</b>: les indemnités de retraites qui seront versées);</p> <p>b- nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;</p> <p>c- nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 (<b>PLQ</b>: les indemnités de retraites qui seront versées)</p> <p>d- nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>		
17	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'emplacement de la location;</li><li>- le coût de la location;</li><li>- le coût de location au mètre carré;</li><li>- la superficie totale pour chaque local;</li><li>- la superficie totale réellement occupée;</li><li>- la superficie inoccupée;</li><li>- le propriétaire de l'espace loué;</li><li>- la durée du bail;</li><li>- les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2012.</li></ul> <p><b>PLQ</b>: le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</p>		
18	<p>Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1er avril 2011 à ce jour.</p>		
19	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'entrée en fonction;</li><li>- le titre de la fonction;</li><li>- l'adresse du port d'attache;</li><li>- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;</li><li>- la prime de départ versée, le cas échéant;</li><li>- le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;</li><li>- la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;</li><li>- la description de tâches;</li><li>- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2012;</li><li>- le nombre total d'employés au cabinet;</li></ul> <p>(suite page suivante)</p> <p>- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013;</p>		

#	Demandes de renseignements généraux		
	<ul style="list-style-type: none"><li>- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;</li><li>- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</li></ul>		
20	Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom de l'organisme ou de la personne concerné;</li><li>- la circonscription électorale;</li><li>- le montant attribué;</li><li>- le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme;</li><li>- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li></ul>		
21	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>- le poste initial;</li><li>- le salaire;</li><li>- le poste actuel, s'il y a lieu;</li><li>- la date de mise en disponibilité;</li><li>- les prévisions pour 2013-2014.</li></ul>		
22	Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2011-2012		
23	Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant le cas échéant la Banque de développement économique du Québec, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.		
24	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom de la personne;</li><li>- le poste occupé;</li><li>- le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);</li><li>- l'assignation initiale;</li><li>- la date de l'assignation hors structure;</li><li>- la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).</li></ul>		
25	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom de la personne;</li><li>- le poste occupé;</li><li>- le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);</li><li>- l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure;</li><li>- la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).</li></ul>		
26	Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes		



#	Demandes de renseignements généraux		
	publics ainsi que le coût de chacun : <ul style="list-style-type: none"><li>- les clubs privés ou autres;</li><li>- les billets de saison, les loges;</li><li>- aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.;</li><li>- sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)</li></ul>		
27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom du site Web;</li><li>- le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;</li><li>- les coûts de construction du site;</li><li>- les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;</li><li>- les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);</li><li>- la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);</li><li>- la fréquence moyenne de mise à jour.</li></ul>		
28	Nominations, depuis le 1er avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres : <ul style="list-style-type: none"><li>- la liste;</li><li>- les mandats;</li><li>- les contrats octroyés pour chaque mandat;</li><li>- le résultat du travail effectué;</li><li>- les échéances prévues;</li><li>- les sommes impliquées.</li></ul>		
29	Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions		
30	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none"><li>- les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;</li><li>- le nombre total de demandes reçues;</li><li>- le nombre total de demandes rejetées;</li><li>- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;</li><li>- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;</li><li>- le nombre de demandes ayant été traité hors délai.</li></ul>		
31	4. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 : <ul style="list-style-type: none"><li>- le coût (déplacements, etc.);</li><li>- le nombre de ressources affectées;</li></ul> <p style="text-align: right;"><i>(suite page suivante)</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le nombre de rencontres;</li><li>- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.</li></ul>		

#	Demandes de renseignements généraux		
32	La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2012 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.		
33	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.		
34	Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.		
35	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.		
36	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.		
37	Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.		
38	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis;		
39	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires,		

#	Demandes de renseignements généraux		
	etc.) : le montant total des primes de départ.  <b>PLQ:</b> incluant des montants versés pour bris de contrat.		
40	Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ?  <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;</li> <li>- Fournir la liste des salaires versés à chaque personne</li> </ul>		
41	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de <i>Co vérification</i> octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom du professionnel ou de la firme;</li> <li>- le détail des travaux ou services effectués (but visé);</li> <li>- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</li> <li>- l'échéancier;</li> <li>- le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li> </ul>		
42	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- la ou les dates des travaux;</li> <li>- les coûts;</li> <li>- le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</li> </ul>		
43	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale;		
44	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme;		
45	Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.		
46	Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir		

#	Demandes de renseignements généraux		
	les données ventilées selon la raison du départ : la retraite; la démission; la révocation pour incompétence; la révocation pour incapacité; la fin d'emploi; le décès; la mise à pied; la destitution; toute autre raison.		
47	Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 1

La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 2

L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement notamment : les coûts liés au changement de structure administrative ministérielle (publicité, affichage, logo, site internet, pancarte, courrier, enveloppes, entêtes, cartes d'affaires etc.); les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication; les coûts liés à la suppression ou l'ajout de toute information; les coûts liés aux photos officielles; et tout autre coût le cas échéant.

NON APPLICABLE CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 3

Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : les endroits et dates du départ et du retour; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; les noms des ministres, députés, membres du cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage; la copie des rapports de mission; les investissements annoncés, le cas échéant.

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE ET PERSONNES RENCONTRÉES	DATE	COÛT TOTAL DES DÉPENSES
<ul style="list-style-type: none"><li>Soudry, Gabriel</li><li>Pellerin, Marc</li><li>Massé, Carole</li><li>Martin, Antoine</li></ul>	Vice-président, Projets en transport Directeur, financement des projets Directeur, Projets Avocat, Projets	Toronto	Congrès Canadien pour les partenariats public-privé	26/27 novembre 2012	5 707 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 4

Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes : l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; les coûts ventilés; le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
Aucun déplacement en avion ou en hélicoptère n'a été fait par le dirigeant d'Infrastructure Québec.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 5

Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandes pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014; le nom des firmes de publicité retenues; le nom des fournisseurs; le mode d'octroi de chaque dépense; le but visé par chaque dépense; pour chaque dépense en commande, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
FONDATION DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	DON À LA CHAIRE DE RECHERCHE EN GESTION DE PROJET	20 000 \$
INSTITUT POUR LE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ	COMMANDITE PARTENAIRE GRAND FORUM « INVESTIR DANS L'AVENIR »	5 000 \$
SECRÉTARIAT ENTRAIDE	DON INSTITUTIONNEL	1 500 \$
ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES DU QUÉBEC	APPUI FINANCIER (37 <sup>E</sup> CONGRÈS DE L'ASSOCIATION)	1 000 \$
FONDATION ARTS-ÉTUDES	DON	500 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
  
NUMÉRO 6

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014; le but visé par chaque dépense; s'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et/ou suppléments; la date; le mode d'octroi.			
PLQ: le nombre d'événements ventilé par type d'événements.			
TYPE D'ÉVÈNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Organisé par Infrastructure Québec – 1 <sup>e</sup> avril au 30 novembre 2012			
Rencontre pancanadienne 2012 – 14 et 15 juin, Montréal	Échanges sur les préoccupations communes des diverses entités provinciales en infrastructure publique	• Westin Montréal	3692 \$
		• Telav solutions audiovisuelles	1333 \$
		• Daylighth Factory	2177 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 7

La liste des dépenses en formation de communication : <u>Organisés par le ministère ou l'organisme</u> : les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014; le but visé par chaque dépense; <u>Organisés par une firme externe</u> : les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014; le nom de la ou des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs; le but visé par chaque dépense;					
Organisées par le ministère ou organisme					
Sommes dépensées depuis le 31 août 2012		But visé		Prévisions 2013-2014	
Aucune somme dépensée				Aucune somme prévue	
Organisées par une firme externe					
Sommes dépensées et le but visé depuis le 31 août 2012	Prévisions 2013-2014	Nom de la firme	Mode d'octroi	Nom du fournisseur	But visé
Aucune somme dépensée	Aucune somme prévue				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
A.H.B. 2000 Inc.	Président du comité de contrôle de la qualité du dossier d'affaires final pour le volet routier du projet de l'Échangeur Dorval.	17 900 \$
Arbitrage J.P. Lussier Inc.	Arbitre de conflit d'intérêts dans le cadre du projet Turcot.	20 000 \$
BPR-Bâtiment Inc.	Conseillers pour l'estimation du coût d'immobilisation du projet de la phase 2 du redéploiement des services du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières.	24 680 \$
Borden Ladner Gervais s.e.n.c.r.l. s.r.l.	Services juridiques pour le projet du centre d'entretien des trains de banlieue de l'Agence métropolitaine de transport à Lachine ( <b>avenant</b> ).	14 197 \$
Conseil en financement Ernst & Young Orenda Inc.	Conseiller pour la réalisation du dossier d'affaires initial pour le projet de construction d'un nouveau pavillon de soins de santé mentale rattaché à l'hôpital régional de St-Jérôme.	3 800 \$
Conseil GG Inc.	Fournir des services de rédaction d'un guide de suivi de réalisation de projets en mode « clés en main » et PPP.	24 000 \$
Conseil GG Inc.	Production des livrables requis en gestion de la qualité en infrastructures sociales et présentation spécifique sur la gestion de la qualité.	4 572 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Cosime Inc.	Conseiller et animation d'ateliers de gestion des risques pour le projet du Colisée multifonctionnel de Trois-Rivières.	14 900 \$
Ernst & Young s.r.l. / S.E.N.C.R.L.	Élaboration du dossier d'affaires initial de l'hôpital régional de St-Jérôme (avenant).	1 220 \$
Gélinas, Claude	Conseiller juridique et de rédaction législative pour un projet de loi (avenant).	2 550 \$
Le Groupe Altus Ltée	Estimation de coûts de construction pour le projet de Complexe multifonctionnel de Laval.	15 895 \$
Le Groupe Altus Ltée	Estimation de coûts de construction pour le projet de Complexe multifonctionnel de Laval (avenant).	7 500 \$
Libéo	Développer un intranet pour Infrastructure Québec.	24 750 \$
PricewaterhouseCoopers LLP s.r.l. s.e.n.c.r.l.	Conseiller pour l'élaboration du dossier d'affaires final pour le Musée national des beaux-arts du Québec (avenant).	6 045 \$
R3D Conseil Inc.	Soutien pour la mise en œuvre de l'intégration d'activités de la SIQ.	23 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
TechnoConseil (TC) Inc.	Élaboration d'un portail extranet pour CA et CODIR d'Infrastructure Québec.	22 400 \$
Tremblay Bois Mignault Lemay S.E.N.C.R.L.	Opinion juridique.	18 000 \$
Tremblay, Robert	Expert en sol pour l'hôpital de Baie-Saint-Paul.	2 200 \$
Urbanex (Roche Ltée, Groupe-Conseil)	Experts pour la sélection d'un site de construction.	21 500 \$
Urbanex (Roche Ltée, Groupe-Conseil)	Experts pour la sélection d'un site de construction.	17 500 \$
Verelli, Nicolas	Conseiller stratégique en ressources humaines.	21 875 \$
Verelli, Nicolas	Conseiller stratégique en ressources humaines (avenant).	2 500 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 9

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i> , en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme touché(e); le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; le montant accordé; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.		
FOURNISSEUR	MOTIF DE LA DEMANDE	MONTANT
Borden Ladner Gervais s.e.n.c.r.l s.r.l	Services juridiques pour le projet du centre d'entretien des trains de banlieue de l'Agence métropolitaine de transport à Lachine (Avenant)	14 197 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel depuis le 31 août 2012 en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Non applicable chez Infrastructure Québec.		



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 11

Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.	
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le coût initial prévu pour la réalisation du projet; les plus récentes estimations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.				
Projet	Description	Montants alloués	Dépenses estimées	Réalisation (%)
AUCUNE SOMME DE PLUS DE 100 000 \$ POUR UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE DEPUIS 2003-2004				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
  
NUMÉRO 13

<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : la photocopie; le mobilier de bureau; l'ameublement; le remboursement des frais de transport; le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas; le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.</p> <p><b>PLQ:</b></p> <p>Les distributeurs d'eau de source; location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles; location et entretien de la machine à café; location ou achat d'encadrement;</p>		OBJET	COUT
<b>POUR L'ENSEMBLE D'INFRASTRUCTURE QUÉBEC :</b>			
• Photocopie			Données non disponibles
• Mobilier de bureau			0
• Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas (Haute direction d'Infrastructure Québec)			18 514 \$
• Remboursement des frais d'alcool et de fêtes;			0
• Participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement (ensemble des dépenses) :			
▪ Québec			5 904 \$
▪ Extérieur du Québec			1 736 \$
Suite à la page suivante			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 13

<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : la photocopie; le mobilier de bureau; l'ameublement; le remboursement des frais de transport; le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas; le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.</p> <p><b>PLQ:</b></p> <p>Les distributeurs d'eau de source; location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles; location et entretien de la machine à café; location ou achat d'encadrement;</p>		OBJET	C00T
<p><u>POUR L'ENSEMBLE D'INFRASTRUCTURE QUÉBEC :</u></p>			
• Les distributeurs d'eau de source			Données non disponibles
• Location et entretien de plantes incluant les plantes artificielles			Données non disponibles
• Location et entretien de la machine à café			Données non disponibles
• Location ou achat d'encadrement			0

<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013, de chacune des dépenses suivantes reliées à la téléphonie : le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés; le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); le nombre de téléavertisseurs utilisés; les coûts d'acquisition des appareils; le coût d'utilisation des appareils; le nom des fournisseurs; le coût des contrats téléphoniques; le nombre de minutes utilisées.</p> <p><b>PLQ :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les coûts de résiliation;</li><li>- les ordinateurs portables.</li></ul>	
POUR L'ENSEMBLE D'INFRASTRUCTURE QUÉBEC	
Téléphones cellulaires :	
Fournisseurs :	
Bell mobilité & CSPQ (Rogers)	
Total = Appareils	
BlackBerry = 44 iPhone = 2 Tablettes et portables = 65	
Suite sur page suivante	
Coût d'acquisition :	728 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 14

Coût d'utilisation (dépenses) :	31 830 \$	
Coût des contrats (2012-2013):	17 726 \$	
Nombre de minutes utilisées :	43 854 minutes	
Coût de résiliation :	1 362 \$	
Ordinateurs portables et tablettes électronique :	19 653 \$	
Téléavertisseurs :	0 \$	



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15B

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2012-2014 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation): le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)																																				
35 ans et moins																																				
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES						MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES						ANGLOPHONES						AUTOCHTONES						MOINS DE 35 ANS						NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI					
	MASCULIN			FÉMININ			MASCULIN			FÉMININ			MASCULIN			FÉMININ			MASCULIN			FÉMININ			MASCULIN			FÉMININ			MASCULIN			FÉMININ		
	Nb	%		Nb	%		Nb	%		Nb	%		Nb	%		Nb	%		Nb	%		Nb	%		Nb	%		Nb	%		Nb	%				
Administrateurs d'État	-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-				
Cadres	-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		1	1,72		-	-		1	1,72		20	34,48		5	8,62	
Professionnels	-	-		-	-		1	1,72		-	-		-	-		-	-		-	-		3	5,17		-	-		3	5,17		7	12,07		8	13,79	
Techniciens	-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		2	3,45		2	3,45		13	22,41	
Personnel de bureau	-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		1	1,72		-	-		2	3,45	
Ouvriers	-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-		-	-	
Total	-	-		-	-		1	1,72		1	1,72		-	-		-	-		-	-		4	6,90		-	-		7	12,07		30	51,72		28	48,28	
TOTAL : 58																																				





ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15D

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 : <u>Nombre de jour de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée</u>	
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15E

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014: Nombre total d'heures de travail supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)			
PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	
PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES
-	-	153,70 heures	150 heures



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15G

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 : <u>Nombre de jour de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée</u>	
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15H

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 : <u>Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique</u>	
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15i

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014; le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15J

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014: Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	
PDG	1	1	1	Québec
CADRES	10	11	13	Québec
	11	13	12	Montréal
PROFESSIONNELS	8	5	9	Québec
	4	5	6	Montréal
TECHNICIENS	5	8	10	Québec
	7	7	5	Montréal
PERSONNEL DE BUREAU	0	0	1	Québec
	0	1	1	Montréal
TOTAL	46	51	58	



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15K

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014: Evolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir			
INFRASTRUCTURE QUÉBEC N'A PAS DE POSTES D'EXPERTS ET ÉMÉRITES	2010-2011	2011-2012	2012-2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15L

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014: Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie			
NON APPLICABLE CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC	2010-2011	2011-2012	2012-2013
	0	0	0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15M

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014: Nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	
PDG	1	1	1	Québec
CADRES	10	11	13	Québec
	11	13	12	Montréal
PROFESSIONNELS	8	5	9	Québec
	4	5	6	Montréal
TECHNICIENS	5	8	10	Québec
	7	7	5	Montréal
PERSONNEL DE BUREAU	0	0	1	Québec
	0	1	1	Montréal
TOTAL	46	51	58	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15N

Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
La réponse sera transmise par le Conseil du trésor		

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction: nombre de départs à la retraite en 2012-2013 PLQ : Les indemnités de retraites qui seront versées	
	NOMBRE
Nombre de départ à la retraite en 2012-2013	3
Indemnités de retraites qui seront versées	25 044 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 16B

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
NON APPLICABLE À INFRASTRUCTURE QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 16C

Pour chaque ministère et organisme, nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015	
PLQ : Les indemnités de retraites qui seront versées	
Nombre de départ à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015	0
Les indemnités de retraites qui seront versées	0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 16D

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.	
Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats	NOMBRE 3



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location; le coût de la location; le coût de location au mètre carré; la superficie totale pour chaque local; la superficie totale réellement occupée; la superficie inoccupée; le propriétaire de l'espace loué; la durée du bail; les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2012. PLQ: le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.					
ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (m <sup>2</sup> )	COÛT TOTAL DE LOCATON 1er avril au 30 novembre 2012	COÛT D'AMÉNAGEMENT 1er avril au 30 novembre 2012	DURÉE DU BAIL	
Montréal - 500, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 400	865,47	199 698,56 \$	---	2011-04-01 au 2016-03-31	
Propriétaire de l'espace loué (Montréal): Afid Services Immobiliers					
Québec - 888, rue St-Jean, bureau 400	885	145 734,96 \$	---	2011-10-01 au 2016-09-30	
Propriétaire de l'espace loué (Québec) : CANMARC					

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 18

Coûts de déménagement, d'aménagement et de travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 <sup>er</sup> avril 2011 à ce jour.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
NON APPLICABLE CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2012; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.				
NON APPLICABLE CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 20

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère.		
NON APPLICABLE À INFRASTRUCTURE QUÉBEC		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 21

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc) en indiquant le poste initial, le salaire, le poste actuel, la date de la mise en disponibilité, les prévisions 2013-2014		
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 22

Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2011-2012

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 23

Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant le cas échéant la Banque de développement économique du Québec, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 24

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, etc.), en indiquant : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu); l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
Non applicable chez Infrastructure Québec



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 25

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu); l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
INFRASTRUCTURE QUÉBEC N'A PAS AFFECTÉ DE PERSONNEL RÉMUNÉRÉ À D'AUTRES ORGANISMES.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.						
SECTEUR :						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
<a href="http://www.infra.gouv.qc.ca">www.infra.gouv.qc.ca</a>	PureCobalt	14 450 \$ en 2010-2011  Aucun coût additionnel de construction	2011-2012 = 4 375 \$  01/04/12 au 30/11/12 = 3 510 \$	Karla Duval, responsable des communications	Ajout de nouveaux éléments de contenu et mise à jour au quotidien (communiqués, rapports, photos, etc.)	Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 28

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 28

Nominations, depuis le 1er avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres : la liste, les mandats; les contrats octroyés pour chaque mandat; le résultat du travail effectué; les échéances prévues; les sommes impliquées.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
A.H.B. 2000 Inc.	Président du comité de contrôle de la qualité du dossier d'affaires final pour le volet routier du projet de l'Échangeur Dorval.	17 900 \$
Arbitrage J.P. Lussier Inc.	Arbitre de conflit d'intérêts dans le cadre du projet Turcot.	20 000 \$
BPR-Bâtiment Inc.	Conseillers pour l'estimation du coût d'immobilisation du projet de la phase 2 du redéploiement des services du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières.	24 680 \$
Borden Ladher Gervais s.e.n.c.r.l. s.r.l.	Services juridiques pour le projet du centre d'entretien des trains de banlieue de l'Agence métropolitaine de transport à Lachine (avenant).	14 197 \$
Conseil en financement Ernst & Young Orenda Inc.	Conseiller pour la réalisation du dossier d'affaires initial pour le projet de construction d'un nouveau pavillon de soins de santé mentale rattaché à l'hôpital régional de St-Jérôme.	3 800 \$
Conseil GG Inc.	Fournir des services de rédaction d'un guide de suivi de réalisation de projets en mode « clés en main » et PPP.	24 000 \$
Conseil GG Inc.	Production des livrables requis en gestion de la qualité en infrastructures sociales et présentation spécifique sur la gestion de la qualité.	4 572 \$
Cosime Inc.	Conseiller et animation d'ateliers de gestion des risques pour le projet du Colisée	14 900 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 28

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 28		
Nominations, depuis le 1er avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres : la liste, les mandats, les contrats octroyés pour chaque mandat; le résultat du travail effectué; les échéances prévues; les sommes impliquées.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
	multifonctionnel de Trois-Rivières.	
Ernst & Young s.r.l. / S.E.N.C.R.L.	Élaboration du dossier d'affaires initial de l'hôpital régional de St-Jérôme (avenant).	1 220 \$
Gélinas, Claude	Conseiller juridique et de rédaction législative pour un projet de loi (avenant).	2 550 \$
Le Groupe Altus Ltée	Estimation de coûts de construction pour le projet de Complexe multifonctionnel de Laval.	15 895 \$
Le Groupe Altus Ltée	Estimation de coûts de construction pour le projet de Complexe multifonctionnel de Laval (avenant).	7 500 \$
Libéo	Développer un intranet pour Infrastructure Québec.	24 750 \$
PricewaterhouseCoopers LLP s.r.l. s.e.n.c.r.l.	Conseiller pour l'élaboration du dossier d'affaires final pour le Musée national des beaux-arts du Québec (avenant).	6 045 \$
R3D Conseil Inc.	Soutien pour la mise en œuvre de l'intégration d'activités de la SIQ.	23 000 \$
TechnoConseil (TC) Inc.	Élaboration d'un portail extranet pour CA et CODIR d'Infrastructure Québec.	22 400 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 28

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 28		
Nominations, depuis le 1er avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres : la liste, les mandats, les contrats octroyés pour chaque mandat; le résultat du travail effectué; les échéances prévues; les sommes impliquées.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Tremblay Bois Mignault Lemay S.E.N.C.R.L.	Opinion juridique.	18 000 \$
Tremblay, Robert	Expert en sol pour l'hôpital de Baie-Saint-Paul.	2 200 \$
Urbanex (Roche Ltée, Groupe-Conseil)	Experts pour la sélection d'un site de construction.	21 500 \$
Urbanex (Roche Ltée, Groupe-Conseil)	Experts pour la sélection d'un site de construction.	17 500 \$
Verelli, Nicolas	Conseiller stratégique en ressources humaines.	21 875 \$
Verelli, Nicolas	Conseiller stratégique en ressources humaines (avenant).	2 500 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 29

Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventillant pour chacune des régions		
NON APPLICABLE POUR INFRASTRUCTURE QUÉBEC		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 30

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 : les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; le nombre total de demandes reçues; le nombre total de demandes rejetées; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; le nombre de demandes ayant été traité hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 31

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 : le coût (déplacements, etc.); le nombre de ressources affectées; le nombre de rencontres; le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.		
NON APPLICABLE CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 32

La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2012 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.		
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 33

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.		
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 34

Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 35

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.		
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 36

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
Aucune somme n'a été reçue en provenance du gouvernement fédéral

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 37

Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.
NON APPLICABLE CHEZ INFRASTRUCTURE QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 38

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis;	
	MONTANT
Aucune prime au rendement ni boni n'a été versés par Infrastructure Québec en 2011-2012 et 2012-2013.	



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 39

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventillant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ.	
PLQ: incluant des montants versés pour bris de contrat.	
	MONTANT
Aucune prime de départ ni pour bris de contrat n'a été versés par Infrastructure Québec en 2011-2012 et 2012-2013.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 40

Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; Fournir la liste des salaires versés à chaque personne	
	MONTANT
Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre chez Infrastructure Québec qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 41

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de Co vérification octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	
	MONTANT
Aucun contrat de Co vérification n'a été octroyé.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 42

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du démenagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : la ou les dates des travaux; les coûts; le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	
	MONTANT
Aucun coût pour la haute direction d'Infrastructure Québec	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 43

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale;	
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 44

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventillant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme;	
Veuillez-vous référer aux réponses des questions 15C et 15 F des demandes générales	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 45

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.	
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 46

Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : la retraite; la démission; la révocation pour incompétence; la révocation pour incapacité; la fin d'emploi; le décès; la mise à pied; la destitution; toute autre raison.	
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.	



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014  
INFRASTRUCTURE QUÉBEC  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 47

Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.	
Non applicable chez Infrastructure Québec	